

## #Juncker Plan

**INVESTIR OUI MAIS  
INTELLIGEMMENT!**



**ESPECES PROTEGEES  
STOP AUX DERIVES  
COMMERCIALES**



**PRIORITES UE 2015  
SIGNAUX POLITIQUES  
DEROUTANTS**



**PALESTINE  
RECONNAISSANCE  
EUROPÉENNE**

# STRASBOURG EN BREF



## Notre plan pour M. Juncker

Au centre de toutes les attentions de cette dernière session plénière des parlementaires européens et du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement, se trouve le nouveau plan d'investissement de 315 milliards et les listes qu'ont adressées les Etats membres au nouveau Père Noël de la Commission européenne. Si nous partageons le constat de la nécessité de relancer l'économie européenne par l'investissement, nous avons plus d'imagination et d'ambition que le plan actuel et les listes hétéroclites des Etats membres. Les écologistes proposent un plan d'investissement vert alternatif à mettre sur la table pour investir dans l'avenir et la transition écologique. Les Lux leaks, qui nous offrent actuellement chaque semaine un nouvel épisode, soulignent la nécessité d'une action urgente à l'échelle européenne pour lutter enfin contre la fraude et l'évasion fiscale et concrétiser le chantier de l'harmonisation fiscale. Là sont notamment les milliards d'euros dont nous avons tant besoin en Europe, non pas pour le business mais pour l'emploi et la qualité de vie de l'ensemble des Européen-nes.

## Programme de travail de la Commission : Signaux politiques déroutants

La Commission européenne présentera son plan de travail pour l'année 2015 aux parlementaires européens. Les versions fuitées viennent confirmer les craintes des écologistes de voir le "mieux légiférer" se transformer en "ne pas légiférer" ou "affaiblir les législations existantes". Jean-Claude Juncker et son Vice-Président Frans Timmermans semblent décidés à retirer les législations sur la qualité de l'air ainsi que sur l'économie circulaire et l'utilisation des ressources que le Parlement devait examiner. Au vu des centaines de milliers de décès prématurés annuellement attribués à la pollution atmosphérique, nous jugeons aberrant le raisonnement de la Commission européenne pour ne pas poursuivre le travail législatif sur ces aspects essentiels de la politique de santé et d'environnement. Alors que la conférence de Lima s'achève et que nous sommes à moins d'un an de la conférence climatique de Paris, le signal politique est complètement déroutant.

► Déclaration de la Commission européenne sur son programme de travail pour 2015 - Mardi 16/12/2014

## Adhésion à la CITES : Mettre fin au commerce des espèces protégées

Depuis novembre 2013, les organisations régionales peuvent adhérer à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES). L'Union européenne est directement concernée car elle représente l'un des plus gros marchés pour le trafic illégal d'espèces sauvages évalué à 18 à 26 milliards d'euros par an, plaçant cette criminalité au niveau du trafic de drogues, d'armes et d'êtres humains. Les criminels ont fait évoluer leurs méthodes et les autorités locales des pays touchés ne peuvent pas faire face à de telles situations car elles sont souvent dépassées en terme de moyens. En plus d'avoir des impacts dévastateurs sur la faune et la flore, cette pratique menace la stabilité politique, sociale et politique de régions souvent instables.

La ratification formelle par le Parlement européen doit encourager la Commission européenne à assurer le respect des engagements pris sous la CITES. Pour cela, la Commission doit

*« Après TAFTA, les APE nouvelle menace sur notre avenir »*



En juillet 2014, à l'issue de mois de chantage et de pression de la Commission européenne, les Accords de Partenariat Économique, dits APE, entre l'Union européenne et l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique australe et l'Afrique de l'Est ont finalement été paraphés. Ces accords, malheureusement méconnus, visent, selon le sacro-saint dogme de la Commission européenne, à « développer le libre échange » entre l'Union européenne et les pays dits ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique)...

La tribune d'Eva Joly, Michèle Rivasi, Olivier De Schutter, Jean Gadrey et Jacques Berthelot est à lire sur le site de [liberation.fr](http://liberation.fr) lundi 15/12.

«*La COP20 doit être plus qu'une répétition générale*»



Après un enthousiasme indéniable, des déclarations élogieuses et un matraquage médiatique vigoureux autour de l'accord entre la Chine et les États-Unis sur le climat, c'est l'heure de la douche froide : la perspective d'un accord à Paris en 2015 permettant de limiter le réchauffement en dessous du seuil critique des 2°C est plus qu'incertain. Lundi 1er décembre, a débuté la conférence des Parties (COP20) à Lima, Pérou, un nouveau cycle de négociation qui doit absolument prendre des décisions clés pour savoir si les engagements, comme par exemple ceux des États-Unis ou de la Chine, correspondent aux efforts nécessaires définis par les sciences climatiques...

A lire sur le site de [Y.Jadot](#)

établir un plan d'action et un calendrier précis contre le commerce illégal d'espèces sauvages. Il y a un an le Parlement avait déjà demandé aux États membres de renforcer leur juridiction à la hauteur de l'enjeu.

► Adhésion de l'Union européenne à la CITES - Mardi  
16/12/2014

## Budget européen : Le déficit de l'UE s'aggrave

Les Etats membres ont une nouvelle fois échoué à trouver une solution durable à la crise budgétaire européenne. Le compromis qui a été trouvé, et qui sera voté cette semaine, sur le budget 2015 et les budgets rectificatifs pour 2014 ne suffira pas à régler les dizaines de milliards d'euros de factures impayées qui s'accumulent depuis plusieurs années.

Si rien n'est fait pour enrayer cet effet boule de neige, la dette « cachée » de l'UE pourrait s'élever à plus de 300 milliards d'euros en 2020. Les victimes directes de cette gestion irresponsable des Etats sont les porteurs de projets qui font vivre l'Europe dans nos territoires (PME, collectivités locales, associations, etc.), les étudiants qui ne demandent qu'à vivre le rêve européen, et les ONG et associations humanitaires qui viennent en aide aux plus démunis en Europe et dans le reste du monde.

Pourtant une solution simple et efficace serait d'aller chercher l'argent là où il se trouve! L'évasion et l'optimisation fiscale vident en effet chaque année les caisses des Etats membres de près de 1000 milliards d'euros. Autant d'argent qui pourrait servir à remettre l'Europe sur pied tout en répondant aux demandes légitimes de justice fiscale.

► Débat commun sur les budgets 2014 et 2015 - Mardi  
16/12/2014

## #JunckerPlan: Investir oui mais intelligemment!

L'initiative du plan Juncker d'investir 315 milliards d'euros est bienvenue, car elle reconnaît l'échec des politiques d'austérité menées jusqu'ici et la nécessité de combler un manque flagrant d'investissements en Europe. Les priorités affichées par la nouvelle commission, dans les infrastructures énergétiques et de transports, répondent de plus aux enjeux majeurs de la transition écologique. Mais tout cela manque grandement de

vision stratégique et de long terme sur l'avenir de notre modèle de développement. Si nous voulons vraiment relancer la machine économique européenne, il faudra plus que des projets sortis des fonds de tiroirs.

Notre groupe écologiste est partisan de réformes de structure urgentes et nécessaires : une réforme bancaire pour mettre fin à la finance casino qui sera toujours plus attractive que d'investir dans l'économie réelle, une réforme fiscale qui mette fin aux subventions aux énergies fossiles et fissiles et plus généralement aux projets passésistes, et des objectifs contraignants et ambitieux en termes d'efficacité énergétique pour mobiliser les investissements dans la transition énergétique. Le « Plan d'Investissement vert » est disponible [ici](#).

► Préparation du Conseil européen des 18 et 19 Décembre - Mercredi 17/12/2014

## Mix énergétique : Blocage sur les sables bitumineux

Les parlementaires se prononceront mercredi sur le rejet de nouvelles règles européennes qui pourraient ouvrir la porte aux sables bitumineux en Europe. La nouvelle directive sur la qualité des carburants proposée par la Commission européenne n'a pas prévu de méthodologie permettant de prendre en compte les émissions de gaz à effet de serre provenant de ces hydrocarbures rendant ainsi un peu plus facile leur intégration au mix énergétique européen. Si les écologistes demandent qu'une méthodologie adéquate soit adoptée pour contrôler les émissions de GES au-delà de 2020, les sables bitumineux ne peuvent pas être admis en Europe.

► Résolution de rejet « Mise en oeuvre de la directive sur la qualité des carburants » - Mercredi 17/12/2014

## Pour la reconnaissance européenne de la Palestine

Après notamment les parlementaires suédois, britanniques et espagnols, ce sont leurs homologues français qui viennent coup sur coup de voter pour la reconnaissance de la Palestine au Sénat et à l'assemblée nationale. Le Parlement européen doit également voter mercredi prochain en plénière sur cette question. Pour nous écologistes et fédéralistes européens convaincus, il nous semblerait invraisemblable et à contre

### « Les drones et la sécurité nucléaire »



A l'initiative de Michèle Rivasi, plusieurs député(e)s européen(ne)s issus des pays frontaliers de la France (Belgique, Luxembourg, Allemagne, Italie, Espagne), un courrier a été adressé au premier Ministre Manuel Valls concernant les risques et dangers induits par les survols des centrales nucléaires françaises par des drones.

Ils rappellent encore une fois que le seul moyen de supprimer le risque nucléaire en France est d'entamer une sortie progressive de ce mode de production d'électricité. Le système centralisé français révèle une fois de plus ses faiblesses, il devient urgent d'en tirer les conclusions nécessaires.

Retrouvez le courrier sur le site de M.Rivasi [ici](#).

courant de l'histoire en marche que le PE n'en fasse de même et refuse d'envoyer le message de la nécessité de cette reconnaissance, préalable nécessaire à la possibilité de gagner enfin la paix dans la région et de faire de l'UE un acteur politique incontournable sur la scène internationale.

▶ Vote de la résolution sur la reconnaissance de l'Etat palestinien - Mercredi 17/12/2014

## A notre agenda également...

- ▶ Déclaration de la Commission et Résolution du Parlement « Mise en oeuvre de la directive sur la qualité des carburants » - Lundi 15/12/2014
- ▶ Déclaration de la Commission « Révision de la gouvernance économique (Règlements 6-pack et 2-pack) » - Lundi 16/12/2014
- ▶ Déclaration du Conseil et de la Commission « Crise budgétaire pour le Programme alimentaire mondial » - Mardi 16/12/2014
- ▶ Résolution « Secteur européen de l'acier : protéger les travailleurs et les industries » - Mercredi 17/12/2014
- ▶ Vote sur l'accord entre Parlement, Commission et Conseil sur la réforme de la procédure d'autorisation des OGM (en Commission Environnement) - Mercredi 17/12/2014
- ▶ Déclaration du Conseil et de la Commission « Rapport du Sénat américain sur la torture par la CIA » - Mercredi 17/12/2014
- ▶ Déclaration du Conseil et de la Commission « Processus de Khartoum de lutte contre le trafic d'êtres humains » - Mercredi 17/12/2014

### *Le fil de la plénière*

Storify de la délégation : [storify.com/eurodeputesEELV](http://storify.com/eurodeputesEELV)

### *Nous contacter*

Benjamin JOYEUX, Communication politique et relation presse

Email : [benjamin.joyeux@europarl.europa.eu](mailto:benjamin.joyeux@europarl.europa.eu) / Téléphone : +33 6 23 36 14 15

Facebook de la Délégation : [facebook.com/eurodeputes.europe.ecologie](https://www.facebook.com/eurodeputes.europe.ecologie)

Twitter de la Délégation : @eurodeputesEELV

Site de la Délégation : [europeecologie.eu](http://europeecologie.eu)

### *Réalisation*

Lise DESHAUTEL, Yan DUPAS et Benjamin JOYEUX

Crédits Photo - Creative Commons